

Joëlle Le Gall : « Assez d’être pris pour des sous citoyens irresponsables et inutiles »



« Si j’ai décidé de pousser ce coup gueule, c’est parce que je m’y sens d’autant plus autorisée que je fais partie des vieux », lâche Joëlle Le Gall. (Photo d’archives Le Télégramme)

Lecture : 4 minutes

Ancienne élue quimpéroise vivant désormais à Rennes, présidente de la fédération bretonne Bien Vieillir Ensemble et toujours à la pointe du combat pour les personnes âgées, Joëlle Le Gall pousse un vrai coup de gueule sur la situation des « vieux » comme elle le répète. Avant et pendant le confinement.

« Les personnes âgées doivent être les acteurs de leur vie. Elles refusent de se laisser instrumentaliser par ceux qui décident pour eux. Arrêtez de les infantiliser ! Elles représentent 18 millions de Français, citoyens à part entière avec des droits et des devoirs.

(...) Les « vieux » on sait venir les trouver : pour leur faire porter le poids de l’accompagnement de leurs proches en situation de perte d’autonomie, pour réduire leurs retraites afin de participer au financement de « la dépendance » au cas où ils en seraient victimes, pour acquitter la note indécente du tarif Hébergement en Ehpad. On imagine la situation des seniors de demain avec des retraites encore plus faibles.

« Refuser cette mise à l’écart »

Alors oui, une fois de plus, je veux pousser un coup de gueule et dire que nous en avons assez. Assez que notre vie soit manipulée par des technocrates au service de politiques publiques dans le double but de nous mettre à l’écart d’une vie citoyenne, et de nous ponctionner comme si nous étions riches avec 1 300 € par mois ; les femmes âgées étant les premières victimes de cette injustice. Assez d’être pris pour des sous citoyens irresponsables et inutiles.

Alors oui, j'appelle aujourd'hui à une prise de conscience de toutes et tous, à se mobiliser pour refuser cette mise à l'écart et retrouver notre vraie place dans la société y compris pour ceux, victimes d'une maladie invalidante ou d'un accident entraînant une perte d'autonomie. Parce que vieillir n'est pas une infirmité, et si ça l'était cela se saurait, car bon nombre d'académiciens, de sénateurs, d'élus, d'acteurs, de chanteurs seraient alors mis aussi au rancart en attendant leur fin prochaine.

« Il faudra qu'on nous rende compte de ces défaillances »

Alors oui, indignons-nous, la coupe est pleine ! Nous sommes décidés à poursuivre ce combat d'autant plus que la crise sanitaire en cours, nous montre à quel point nous continuons à être manipulés.

(...) En ce qui concerne les visites dans les Ehpad, le protocole de recommandation de Jérôme Guedj (commande du gouvernement) ne tient pas compte pour de nombreux établissements de leur incapacité d'appliquer ces mesures préventives par manque de moyens matériels et de personnels, d'autant plus, qu'avant cette crise, ils se sentaient déjà démunis.

C'est dès le début de la crise qu'il fallait s'inquiéter de ce confinement obligatoire et du manque de moyens dans les Ehpad. Le personnel qui a attendu des semaines avant de voir arriver en nombre suffisant les masques et les blouses s'est senti abandonné. Et que dire de la souffrance des résidents et de leurs familles. Après la crise il faudra qu'on nous rende compte de ces défaillances et de leurs conséquences sur le nombre de décès.

(...) Nous réclamons un Grenelle « des vieux » pour mettre en place les solutions adaptées et nécessaires à l'évolution de la société dont ils font partie intégrante. À ce titre, le Danemark a mis en place dès 1996 des « conseils des seniors », organismes destinés à permettre aux personnes de plus de 60 ans de s'exprimer sur la réglementation et les réformes locales les concernant.

« Une discrimination indigne de notre pays »

(...) Il y a un avant et il y aura un après crise. À nous de nous saisir de cette extraordinaire opportunité qui nous est offerte, de condamner les dysfonctionnements de nos sociétés et à nous, d'aider à la construction d'un monde meilleur qui ne pourra être en aucun cas celui d'avant. À nous de nous joindre aux femmes et aux hommes de bonne volonté afin de trouver ensemble une issue pour rebondir et changer le cours de l'histoire.

À nous de pousser les portes et les murs de nos institutions afin de lutter contre l'autisme de certains responsables, niant la nécessaire transformation d'un système à bout de souffle, qui nous projette dans une discrimination indigne de notre pays. Dans cette perspective, la création d'un cinquième risque est incontournable ; il imposera une prestation universelle financée par tous pour accompagner la perte d'autonomie de tout citoyen quel que soit son âge, permettant ainsi de répondre à l'accompagnement de ses réels besoins et protéger son autonomie restante.

(...) Aujourd'hui la crise sanitaire qui révèle crûment les dysfonctionnements de nos sociétés justifie notre engagement. Que demandons-nous, sinon d'être tout simplement et jusqu'au bout, les acteurs de notre propre vie ».